

Histoire sociale et anthropologie: une confrontation empirique. Notes sur l'expérience française

Jacques Revel

École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris

Dans les diverses versions qui en ont été proposées depuis un siècle, l'histoire sociale a cherché à se définir par rapport aux disciplines émergentes que constituaient les sciences sociales. Tour à tour, et parfois de façon concurrente, la psychologie (dont nous oublions trop souvent le rôle central qu'elle a joué au tournant du 19^e au 20^e siècle), la géographie, la sociologie, l'économie ont été retenues comme des partenaires privilégiées. Par rapport à elles, l'anthropologie est tard venue. Ce retard s'explique sans doute par le fait que l'institutionnalisation de cette dernière comme discipline académique a elle aussi été tardive. Qu'il s'agisse d'ethnographie, d'ethnologie ou d'anthropologie, et quel que soit le prestige d'œuvres singulières, l'enseignement et la formation à la recherche ont été longs à trouver une inscription universitaire et ont longtemps été cantonnés sur les marges du système académique. Si l'on prend pour exemple le cas français, qui n'est certainement pas le plus dépourvu, c'est seulement dans les années 1960 – en fait, après 1968 – qu'un cursus complet leur a été reconnu. Mais il faut reconnaître que très rapidement alors, la confrontation entre histoire et anthropologie est devenue centrale et qu'elle a même été, dans les années 1970-80, presque obsessionnelle. Sous des intitulés mal stabilisés d'ailleurs (anthropologie historique, histoire anthropologique, ethnologie historique, ethno-histoire), elle est alors devenue évidente dans les enseignements, dans les sommaires de revues et les publications, mais aussi et d'abord dans les questionnements des historiens. Il peut être utile de s'interroger sur les raisons de ce tournant remarquable.

Ces raisons sont multiples, elles sont de nature diverse, même si leurs effets ont, en gros, été cumulatifs. J'en retiens ici trois, qui me paraissent les plus importantes.

a) La première, qui vient d'être évoquée, nous renvoie à l'histoire des disciplines que nous connaissons sous l'appellation générale de "sciences sociales". Il convient de rappeler que cette histoire a été profondément différente dans l'expérience qu'en ont faite nos différents pays. Il suffit de penser ici à tout ce qui sépare les versions qu'en ont connues le monde allemand, le monde anglo-saxon, l'Italie ou la France. Chacune de ces expériences a donné naissance à des styles reconnaissables, chacune est aussi à l'origine de matrices disciplinaires et, plus encore, de formes de relations entre les disciplines qui à leur tour ont produit des effets dans la durée et qui, sans nul doute, continuent d'en produire. J'en rappelle un exemple classique que chacun connaît ici: au tournant du siècle (XIX^e-XX^e), en dépit des efforts répétés de ses promoteurs, le projet durkheimien d'une science sociale unifiée et intégrée autour d'une méthodologie commune (les règles de la méthode sociologique) n'a pas été réalisé; mais il n'est pas difficile d'en reconnaître l'économie générale, un bon demi-siècle plus tard, et même si c'est en termes profondément renouvelés dans le moment structuraliste en France, puis, plus tard encore, dans l'empire intellectuel de Pierre Bourdieu. De ce programme fort d'intégration, on peut avancer que les "Annales" ont proposé une version beaucoup plus empirique, souple, une version qui n'était plus centrée sur la "méthode" mais sur un objet supposé commun (l'homme des "sciences de l'homme"). Il reste que Bloch et Febvre, puis Braudel après eux, ont repris à leur compte la conviction qu'une communauté et une convergence des savoirs étaient souhaitables et qu'elles étaient l'une et l'autre réalisables. De tels projets, on ne retrouve pas nécessairement l'équivalent, ni le sentiment d'une nécessité dans d'autres expériences nationales contemporaines.

b) Une deuxième raison évidente me paraît être la puissance du paradigme structuraliste (et, plus largement, structuro-fonctionnaliste) à partir du milieu des années Cinquante et jusqu'au milieu des années Soixante-dix. Ici encore, les différences ont été grandes entre les diverses propositions. Mais toutes reposaient sur l'hypothèse qu'une intelligence générale du social était possible. Toutes proposaient des modèles théoriques forts qui ont souvent été repris comme des modèles de référence. Des propositions de la linguistique structurale, les historiens n'ont sans doute que rarement trouvé l'emploi dans leurs travaux empiriques. Mais dans l'œuvre de Claude Lévi-Strauss, dans son volet parenté comme dans son volet mythologique, ils ont pensé trouver à la fois un modèle de démarche ainsi que les attendus théoriques dont leur discipline fait si souvent l'économie. Au-delà de la démarche spécifique qu'il définissait et que ses tenants mettaient en œuvre, il est souhaitable de rappeler que le structuralisme a aussi servi d'idéologie scientifique pour un moment de l'histoire des sciences sociales.

c) Une troisième raison me semble avoir pris le relais de la précédente pendant les années Soixante-dix. Elle l'a corrigée et, dans une mesure non négligeable, elle l'a contredite. Elle nous renvoie à ce que l'on pourrait appeler une mutation du rapport que nos sociétés, celles dans lesquelles nous vivons, entretiennent avec le temps historique. Depuis le XVIII^e siècle, les sociétés européennes et leurs extensions à travers le monde avaient vécu dans un temps vectoriel, celui que nous appelons communément le temps du progrès. Les accidents de l'histoire pouvaient être multiples, ils étaient souvent dramatiques, mais la conviction était là que les transformations d'ensemble du monde historique allaient d'un moins vers un plus. Le présent, comme l'a montré R. Koselleck, s'inscrivait dans la tension entre un champ d'expérience (la mobilisation d'un passé constitué en ressource) et un horizon d'attente (une projection dans l'avenir) (Koselleck 1990). Faire de l'histoire, même en évitant les pièges d'une perspective téléologique, c'était donc une manière de construire une position par rapport au passé. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Depuis une quarantaine d'années, nos sociétés font l'épreuve de ce que K. Pomian a nommé une "crise de l'avenir". Elles peinent à se situer ailleurs que dans un présent absolu, qui peine à se situer par rapport à un avenir comme à un passé: c'est ce que François Hartog a proposé d'appeler un "présentisme" (Pomian 1999; Hartog 2003). De proche en proche, cette transformation profonde a gagné, à partir des vieilles sociétés industrielles entrées dans une crise qu'elles ne savent pas même décrire, des formations plus récentes, moins lestées de passé que les nôtres. Les conséquences sur le rapport que nous entretenons avec ce passé ont été profondes. Il n'est plus ce par rapport à quoi nous pouvons nous situer, ce qui annonçait notre présent ou ce qui nous permettait d'étalonner le temps du changement. Il a tendu à être constitué en une extériorité absolue. C'est le "monde que nous avons perdu", pour reprendre un titre célèbre de P. Laslett, dès 1965; c'est celui du *Montaillou* d'E. Le Roy Ladurie, dix ans plus tard, ou encore celui de N. Zemon Davis dans son inlassable repérage de l'étrangeté du XVI^e siècle européen. Le passé a ainsi fait l'objet d'une spectaculaire anthropologisation. La matière historique offrait désormais les mêmes plages lointaines et dépaysantes que les *Tristes tropiques* (1955) de Claude Lévi-Strauss.

Rappelons aussi qu'il n'a pas existé une version unifiée de l'histoire sociale. Centrale, sinon hégémonique, dans l'historiographie française entre les années 1930 et le milieu des années 1970, celle-ci est longtemps restée marginale dans l'historiographie italienne de la même période. Mais même entre l'expérience anglaise – le modèle porté par la revue "Past and Present", la version américaine (la *social science history* par exemple, que s'employaient à codifier Ch. Tilly et D. Landes dans les années Soixan-

te) et la version française (le modèle puissamment développé par Ernest Labrousse et ses très nombreux élèves), les différences ont été notables. Toutes partageaient pourtant la conviction que le programme d'une intelligibilité globale du monde socio-historique était possible à l'intérieur d'un cadre analytique et explicatif commun, qu'il soit explicité ou non, et qu'à l'intérieur de ce cadre, un savoir cumulatif était de droit. Nous n'en sommes plus là. L'usure, voire l'affaîssement des grands modèles théoriques qui portaient cet optimisme épistémologique a remis en cause bien des certitudes. C'est l'idée même de la société comme une totalité ou comme un système qui s'est trouvée ébranlée au moment même où dans les sociétés dans lesquelles les historiens vivent, comme les autres hommes, la confiance dans les promesses du progrès tendait à s'épuiser. Cette remise en cause a affecté les larges programmes analytiques, interprétatifs ou explicatifs que les générations précédentes avaient revendiqués et dont elles attendaient des réponses globales. Il ne s'agit pas seulement ici du marxisme, comme on se contente trop souvent de le penser, mais, me semble-t-il, de l'ensemble des grandes architectures fonctionnalistes qui longtemps convaincu les spécialistes des sciences sociales (et les historiens avec eux) qu'une intégration des connaissances était l'horizon de leurs entreprises collectives. Cette défiance nouvelle a aussi touché le fonctionnalisme américain, le positivisme (dont le rôle silencieux mais obstiné a été si important dans l'histoire intellectuelle française), et bien sûr le structuralisme – qui peut en être compris comme une version particulièrement sophistiquée. De cette perte de confiance, il est résulté, on le sait, un moment de turbulences épistémologiques fortes, qui a pu, dans certains cas, tourner à l'anarchie (avec les versions extrêmes du *Linguistic turn*); mais aussi un retour critique de nos disciplines sur elles-mêmes, sur leurs présupposés et sur leurs manières de faire. Ce retour a aussi affecté les historiens, alors même que notre corporation est plus souvent portée à réfléchir sur les problèmes de méthode que sur les opérations et sur les conventions qui rendent le discours historique possible. Il s'est aussi accompagné d'une défaveur de l'histoire sociale au bénéfice d'une histoire que l'on qualifie tout aussi généralement de "culturelle". Pourtant, à ces termes il convient sans doute de ne pas accorder une importance excessive: ils sont trop généraux et peuvent couvrir bien des marchandises hétéroclites. Mais il faut reconnaître que cette conjoncture historiographique, que je ne puis ici qu'esquisser à trop grands traits, a été, tout au long des dernières décennies, la toile de fond de la confrontation entre anthropologie et histoire.

Il va de soi que l'anthropologie a changé elle aussi, et qu'elle n'est, pour qui lui prête attention du dehors, pas moins diverse dans ses attendus, dans son projet, dans ses démarches que ne l'est l'histoire. Ici

encore, il existe des styles nationaux et des conjonctures qui sont aisément identifiables. Autant dire que la confrontation à laquelle nous sommes invités à réfléchir est singulièrement complexe. Elle est instable aussi. Dans le temps limité qui m'est imparti, je crois donc raisonnable de n'en retenir que quelques figures qui peuvent nous éclairer sur les formes qu'a prises le débat depuis trois ou quatre décennies.

Reconnaissons d'abord que le succès même de la formule "histoire et anthropologie" a servi à couvrir une grande variété de productions dont une bonne part n'étaient que des versions superficiellement modernisées, plus souvent affadies, de formules anciennes, par exemple, dans le cas français, de ce qu'on a cessé alors d'appeler l'histoire des mentalités. On ne s'y arrêtera pas car si l'anthropologie y est régulièrement invoquée, elle n'y joue pas de rôle déterminant. Reconnaissons aussi qu'à l'autre extrémité du spectre, les travaux qui articulaient l'une à l'autre une démarche historienne et une démarche anthropologique sont restés rares, sinon exceptionnels. Ceux de Nathan Wachtel sur les hautes terres des Andes boliviennes, peuvent ici servir de référence, qui reposent tout à la fois sur une ample documentation archivistique et sur l'ethnographie poursuivie pendant des années des derniers témoins des Urus à Chipaya, ils montrent ce que peut apporter la mise en regard de deux démarches différentes dans la mise en œuvre d'une histoire régressive qu'elles éclairent l'une et l'autre. On peut en dire autant de la recherche que le même auteur mène aujourd'hui sur les survivances marranes au Brésil (Wachtel 1990, 2001). Ces exemples ne sont certes pas uniques, mais ils ne sont pas si nombreux. Ce qu'il nous est possible de retenir de la confrontation se situe donc dans une zone intermédiaire que l'on peut considérer comme une zone d'échange, une *trading zone*, dans laquelle les objets, les notions et concepts, les démarches circulent de façon soutenue mais inégale. Inégaux sont aussi les termes de l'échange. Il faut bien convenir que, sur la période considérée, l'histoire a été plus demandeuse d'anthropologie (comme elle l'avait été d'autres sciences sociales) que l'inverse n'a été vrai. Une réflexion plus attentive à la constitution des disciplines dans des cadres qui restent souvent nationaux nous éclairerait utilement sur ce point. Il importe de rappeler enfin que ces échanges ont été, dans une large mesure, improvisés. Les ajustements, souvent les bricolages qui en ont résulté ont été irréguliers, ce qui ne signifie en rien qu'ils aient été sans intérêt, tant s'en faut.

Une première modalité de l'échange a été celle de l'emprunt. Des historiens ont fait appel à certaines des démarches et des outils de l'anthropologie pour s'efforcer de les mettre en œuvre sur leur propre terrain. À partir des années Soixante, la description et l'analyse des systèmes familiaux ont ainsi permis de renouveler et d'enrichir les matériaux

offerts par les premiers acquis de la démographie historique (P. Laslett, C. Klapisch et D. Herlihy, G. Delille, R. Merzario, M. Nassiet etc.). Un autre exemple en est offert par les tentatives pour appliquer les techniques de l'analyse structurale à des matériaux historiques: ainsi de la relecture de textes grecs par J.-P. Vernant, P. Vidal-Naquet et M. Detienne, de textes médiévaux par J. Le Goff, J.-Cl. Schmitt, et d'autres encore. On l'a déjà noté: la fascination qu'a longtemps exercée la démarche structuraliste chez les historiens français reste un vrai sujet d'études. Mais il ne s'agit pas là d'un phénomène isolé. Même si les propositions qu'elles offraient n'étaient pas parées des mêmes prestiges formalistes ni de la même ambition déclarée de rigueur, le succès qu'ont connu l'anthropologie symbolique de Victor Turner auprès d'historiens anglo-saxons dans les années Soixante-Soixante-dix (en particulier chez N. Z. Davis), puis, plus largement encore dans les années Quatre-vingt-Quatre-vingt-dix, l'anthropologie "interprétative" de Clifford Geertz (chez R. Darnton et beaucoup d'autres) en offrent des exemples significatifs (et qui ne sont pas, bien sûr, limitatifs).

Mais cette modalité n'est pas la seule. Il me paraît légitime d'en identifier une autre, qui place moins l'accent sur la méthode que sur l'expérience spécifique qui est celle de l'ethnologue/anthropologue. Le "terrain" est lui aussi devenu un objet de fascination un peu obsessionnelle pour les historiens, et d'autant plus sans doute qu'ils n'en ont eu qu'une pratique limitée et, reconnaissons-le, le plus souvent métaphorique. On peut s'interroger à bon droit sur ce que visait cette nostalgie. Sur des conditions cognitives différentes de celles qu'offre le travail habituel de l'historien, sans nul doute. Sur une expérience personnelle, celle du *being there*, pour reprendre la formule de Geertz, cela va de soi, même si la littérature ethnologique nous rappelle qu'il peut souvent s'agir d'une épreuve intime et ambivalente. Mais aussi sur la conviction que la dimension du "vécu" est celle qui échappe le plus souvent à l'historien dans la documentation dont il peut disposer, alors qu'elle serait d'emblée accessible à l'homme de terrain. Edoardo Grendi, grand lecteur de l'anthropologie anglo-saxonne et l'un des historiens les plus tôt intéressé à cette confrontation, l'a rappelé dans un texte que l'on peut considérer comme l'une des matrices du projet microhistorique (Grendi 1977). À l'histoire sociale "classique", fondée sur l'analyse de larges agrégats statistiques, Grendi reprochait, précisément, de laisser échapper tout ce qui relève de l'expérience sociale ainsi que de la constitution d'identités partagées parce qu'elle rend impossible l'intégration de données les plus diversifiées. «Moins dans la méthodologie que dans l'accent significatif qu'elle place sur l'approche holistique des comportements», la démarche anthropologique lui semblait, au contraire, capable de rendre possible d'intégrer et d'articuler entre elles

les différentes dimensions de l'expérience sociale. C'est le même parti que reprenaient à leur tour Carlo Ginzburg et Carlo Poni dans un article célèbre, au titre quelque peu provocateur, *Il nome e il come* (Ginzburg, Poni 1979): ils y proposaient une stratégie de recherche alternative, qui ferait du "nom" – du nom propre, c'est-à-dire du marqueur le plus individuel, le moins répétable qui soit – le fil rouge d'une autre manière d'appréhender l'expérience sociale au passé. Et c'est encore ce choix, et les mêmes références du côté de l'anthropologie, que l'on retrouve dans les mêmes années dans le projet que développaient, de façon largement indépendante, les promoteurs allemands de l'*Alltagsgeschichte*.

Grendi parlait de l'"approche holistique des comportements". La formule requiert l'attention. Il me semble en effet que dans l'attraction qu'a durablement exercée l'anthropologie sur les historiens, cette dimension holistique a joué un rôle important. Ne promettait-elle pas de retrouver, avec d'autres moyens, le projet d'une histoire "totale" si souvent revendiquée? De sauver au moins l'idée de totalité? Dans un essai célèbre, *In Search of Cultural History*, l'historien de l'art Ernst Gombrich a montré qu'il s'agissait là d'une ambition durable depuis le XIX^e siècle et suggéré de façon convaincante de rompre avec ce qu'il considère comme une illusion néfaste (Gombrich 1969). Il faut pourtant reconnaître qu'elle est longtemps restée un élément fort de l'imaginaire historien (au fait: qu'en est-il du côté des anthropologues?). Reconnaissons en tout cas que dans les usages que les premiers ont faits de modèles anthropologiques, me paraissent prédominer ceux qui mettent davantage en valeur les caractères unitaires de représentations et de pratiques culturelles – la dimension explicitement ou implicitement culturaliste, qu'il s'agisse de la série de vastes ensembles, de catégories générales ou de l'analyse de cas proposés comme exemplaires (le combat de coqs à Bali chez Geertz, les aventures du capitaine Cook à Hawaï chez Marshall Sahlins). Ainsi se comprend peut-être aussi la faveur particulière dont a progressivement bénéficié l'anthropologie culturelle auprès des historiens.

C'est sans doute par rapport à ce socle d'habitudes de pensées et de préférences que le rapport entre histoire et anthropologie me semble s'être modifié depuis les dernières décennies. J'en retiendrai trois aspects, que je soumets à notre débat, et sur lesquels je terminerai mon intervention.

Le premier touche, précisément, à l'idée même de totalité, ou, plus exactement, à la conviction qui a longtemps été celle des sciences sociales qu'il leur revenait de penser en termes de totalité. Dans ses diverses versions, l'histoire sociale, quand bien même elle procédait le plus souvent dans un cadre monographique, considérait volontiers que chaque étude documentait un tout et que ce tout était susceptible de nous informer sur des ensembles plus larges, dans lesquels il avait vocation à s'intégrer, sans

prêter attention aux effets d'échelle. Sur ce point, les choses me paraissent avoir changé en profondeur. Les historiens d'aujourd'hui sont sans doute plus sensibles aux processus de différenciation du monde social, au jeu de relations particulières qui le constituent et qui définissent les positions individuelles comme les affiliations collectives, au caractère *situé* – en fait, multi-situé – de toute inscription sociale. La reconstitution du monde social est menée à partir de la position d'un acteur ou d'une pluralité d'acteurs engagés dans le jeu des interactions. L'analyse micro-historique a proposé des exemples convaincants de ce changement de perspective (G. Levi, S. Cerutti, O. Raggio, plus récemment F. Trivellato etc.). Mais elle n'a pas été seule à le faire. La place centrale que continue de tenir dans le débat historiographique, cinquante ans après sa première publication, l'ouvrage majeur d'E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (1963) me paraît significative à cet égard. Autour d'une analyse macro-historique, cette fois, l'historien britannique a choisi d'analyser un processus de transformation (*the making*) d'un monde social particulier qui n'est pas constitué en totalité avant son achèvement (provisoire) et la formation de l'entité sociale qui se reconnaît, à la hauteur des années Trente du XIX^e siècle, comme la classe ouvrière. Ce sont des «événements disparates et sans liens apparents», qui lui ont permis de saisir «ce qui s'est passé dans les rapports entre les hommes» et qui se situe à d'autres niveaux, locaux, partiels, que celui du phénomène global qu'il est possible de reconnaître *ex post*. Les mêmes exigences s'imposent, bien évidemment, lorsqu'il s'agit d'affiliations et d'identités culturelles. Je note à ce propos que, dans les développements récents de l'historiographie, la démarche et les conceptualisations sociologiques ont souvent joué un rôle essentiel, parallèlement et parfois concurremment avec celles de l'anthropologie. Et l'on comprend mieux ainsi l'attrait qu'ont exercé les propositions et les exemples de l'ethnométhodologie en particulier.

Le deuxième aspect est intimement associé au premier et il s'agit là d'une transformation qui a affecté une part importante des sciences sociales. Là où l'on privilégiait l'étude des structures, des systèmes ou des fonctions, on place aujourd'hui au premier plan la dimension de l'action et le rôle des acteurs sociaux. De ce que l'on a souvent reconnu comme un «tournant pragmatiste», on n'a fait qu'esquisser plus haut certaines des raisons. Nul doute que la défaillance contemporaine des institutions de régulation au sein des sociétés dans lesquelles nous vivons n'ait ici joué un rôle majeur. À l'imaginaire, longtemps accepté, de grandes machines sociales acéphales, produisant inlassablement leurs effets, s'est substitué la prise en compte d'un monde social irrégulier, discontinu, régi par des formes de rationalité discrètes, imposant aux acteurs des contraintes, mais leur offrant aussi des ressources, des prises et des interstices, des possibilités

de choix. À partir d'un jeu de positions et de relations singulières, ces acteurs participent ainsi à la construction du monde social. Un mot peut servir à identifier ce qui est ici centralement en cause, et qui circule entre nos disciplines dans sa version anglaise: c'est celui d'*agency*, réinventé et reformulé par Thompson, et qui désigne à la fois l'action, les dispositions à l'action et les possibilités d'agir dans une situation donnée. Une approche de ce type fait donc bien évidemment du temps une variable essentielle de l'action.

Et je touche ici au troisième aspect que je choisis de retenir. Les historiens étudient des objets qui sont situés dans le temps. Ces inscriptions temporelles peuvent être multiples, comme Braudel (mais aussi, plus récemment, Ginzburg) nous ont appris à le reconnaître. Par ailleurs, nous sommes devenus plus attentifs aux régimes de temporalités et d'historicité qui commandent notre rapport au passé (Koselleck, Hartog). Cette dimension historiciste, au sens premier du terme, a longtemps paru constituer un obstacle dans la confrontation avec les anthropologues. La remarque vaut particulièrement pour la France où le programme d'une anthropologie structurale ne laissait guère de place à la prise en compte du temps historique (Lévi-Strauss 1958; 1983). Tout au mieux, pouvait-on attendre de l'histoire qu'elle serve de répertoire d'exemples au passé. Et l'on peut d'ailleurs se demander si le projet d'une anthropologie au sens strict du terme, celui d'une connaissance qui produirait des énoncés universels sur l'homme en tous temps et en tous lieux, n'est pas fondamentalement incompatible avec la perspective historique (on retrouve ici sans surprise la vieille caractérisation aristotélicienne de l'histoire comme connaissance du singulier). Mais même sans aller jusqu'au radicalisme lévi-straussien, on peut à bon droit se demander s'il est possible d'articuler ensemble le temps des anthropologues et celui des historiens. Des œuvres importantes, comme celle d'Ernesto De Martino ou celle de Roger Bastide (et j'ajouterais volontiers l'exemple plus récent de la *Storia notturna* de Carlo Ginzburg), me paraissent poser ce type de problème, auquel il n'est guère possible de se soustraire.

C'est pourtant l'un des points sur lequel les éléments du débat ont changé en profondeur pendant les dernières décennies. D'un côté, il me semble que les temporalités qui sont celles des anthropologues ont été prises en compte par un certain nombre d'historiens: des travaux déjà cités comme ceux de N. Wachtel ou ceux de G. Delille, dans son dernier livre en particulier (Delille 2003), en proposent des exemples significatifs (ou encore le débat sur événement et structure que l'ouvrage de M. Sahlins, *Islands in history* (1987) a provoqué entre nos deux disciplines et bien au-delà d'elles (Sahlins 1987). De l'autre, la prise en compte de l'historicité

des phénomènes sociaux me paraît avoir pris une pertinence plus forte du côté des anthropologues, et cela d'une double manière.

L'effacement relatif des approches structuralistes a sans doute encouragé une prise en compte des changements sociaux, auxquels l'anthropologie anglo-saxonne était de longue date plus attentive que ne l'était la tradition française. L'étude de sociétés en transformation rapide, l'intérêt relativement récent pour l'ethnologie des sociétés proches, celles dans lesquelles nous vivons, a substantiellement changé la donne. Non que les anthropologues aient ignoré l'historicité des sociétés dont ils rendaient compte, mais ils sont confrontés aujourd'hui, plus qu'ils ne l'ont été par le passé, à une pluralité de temporalités enchevêtrées qui sont constitutives de l'expérience de ces sociétés, lointaines ou proches.

Mais il y a plus. Les sciences sociales, on l'a dit, traversent depuis une génération un moment réflexif. Elles examinent d'un œil critique les attendus qui sont à la base de chacune de nos disciplines. Par bien des aspects, ce moment réflexif est aussi un "tournant historique" (McDonald 1996), à la fois parce qu'il nous requiert de nous interroger sur la généalogie de nos disciplines et de leur outillage conceptuel, et parce que, en temps d'incertitude (ou, au moins, de moins fortes certitudes), la variable temporelle est passé au premier plan. L'anthropologue Nicholas Dirks a rappelé l'usage heuristique et critique qui pouvait être celui de la prise en compte d'une perspective historique :

Historicizing is nothing more nor less than the constant asking about how something came to be and about the effects things have over time [...]. The historicizing operation probes the way categories and identities become formed and fixed and doing so, it must of necessity be reflexive, framing its own interpreting movement as part of the historicizing field (Dirks 1996: 32).

N'en tirons pas nécessairement la conclusion qu'histoire et anthropologie ont vocation à se reformuler au sein d'une nouvelle discipline qui effacerait les présupposés et les plis de celles qui l'ont précédée. Tout l'intérêt me paraît être au contraire d'identifier les modèles temporels qui sont pertinents à chaque démarche et, en les confrontant, de mieux apprécier ce que chacune apporte en propre à l'intelligence du monde social.

Bibliographie

- Delille, G. 2003. *Le Maire et le Prieur. Pouvoir central et pouvoir local en Méditerranée occidentale (XV^e-XVIII^e siècle)*. Paris-Rome: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales-École française de Rome.
- Dirks, N. 1996. "Is Vice Versa? Historical Anthropologies and Anthropological Histories", in *The Historic Turn in the Human Sciences*. Ed. by T. McDonald. pp. 17-51. Ann Arbor (MI): University of Michigan Press.

- Ginzburg, C. & C. Poni 1979. Il nome e il come. Mercato storiografico e scambio disuguale. *Quaderni Storici*, 40: 181-90.
- Gombrich, E. H. 1969. *In Search of Cultural History*. Oxford: Oxford University Press.
- Grendi, E. 1977. Microanalisi e storia sociale. *Quaderni Storici*, 35: 506-20.
- Koselleck, R. 1990. *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Lévi-Strauss, C. 1958. *Anthropologie structurale*. Paris: Plon.
- Lévi-Strauss, C. 1983. Histoire et ethnologie. *Annales ESC*, 38, 6: 1217-31.
- McDonald, T. (ed.) 1996. *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor (MI): University of Michigan Press.
- Pomian, K. 1999. La crise de l'avenir. In Id., *Sur l'histoire*, pp. 233-62. Paris: Gallimard.
- Hartog, F. 2003. *Régime d'historicité. Présentisme et expériences du temps*. Paris: Éditions du Seuil.
- Sahlins, M. 1987. *Islands of History*. Chicago: University of Chicago Press.
- Wachtel, N. 1990. *Le Retour des ancêtres. Les Indiens Urus de Bolivie, XX^e-XVI^e siècle. Essai d'histoire régressive*. Paris: Gallimard.
- Wachtel, N. 2001. *La Foi du souvenir. Labyrinthes marranes*. Paris: Éditions du Seuil.